

<http://pierre-alainmillet.fr/Bilan-2019-des-assemblees>



Bilan 2019 des assemblées générales de conseil de quartier

- Rencontres -

Date de mise en ligne : mardi 19 novembre 2019

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

On parle souvent dans les médias de la "crise de la démocratie". Il est vrai que la démocratie va mal. Les gouvernements qui se succèdent tiennent toujours des discours de réforme supposées améliorer la vie des Français, mais les résultats de leurs politiques sont toujours plus de précarité, plus d'inégalités, plus de violences, moins de service public, moins de pouvoir d'achat, moins de solidarité.

Cette situation est ressentie fortement dans tous les quartiers populaires qui cumulent les difficultés sociales et territoriales, même si leurs habitants font le gros dos, tentent de s'en sortir comme ils peuvent, et se retrouvent peu nombreux dans les mobilisations sociales, pour l'instant...

Dans un tel contexte, les assemblées générales de conseil de quartier à Vénissieux font un peu figure d'évènement extra-terrestre ! On pouvait se demander cette année si elles ne seraient pas perturbées par les polémiques de la campagne électorale, qui a débuté le 1er septembre. La participation a été plus forte que les années précédentes, autour certainement des 1000 participants dans les 13 quartiers. Et pourtant ce qui ressort c'est une ambiance générale très positive, un dialogue riche et presque toujours calme et citoyen, la découverte par de nombreux habitants des efforts réalisés par la ville, du travail avec les partenaires et notamment les bailleurs, la police nationale, présente avec le commissaire ou un commandant dans toutes les assemblées. [\[1\]](#)

Comme pour le sondage réalisé l'an dernier et pour la consultation publique ["Ma commune demain, je participe"](#) début 2019, la première préoccupation des Vénissiens qui ressort de ces assemblées est la sécurité et les incivilités. Nous l'avons vu aussi dans la semaine de la propreté, ce sont les incivilités du quotidien qui rendent la vie de nos quartiers difficiles, pas toujours, pas partout, mais trop souvent et dans trop d'endroits.

Mais les assemblées générales permettent ce que ne permettent pas les médias ou les sondages, une relation directe avec les élus, et notamment avec le maire, dont tout le monde constate qu'elle connaît tous les dossiers des insécurités et des incivilités, qu'elle précise dans chaque assemblée les chiffres des interpellations, des procès-verbaux d'infractions routières, d'enlèvement de véhicules. Elle explique à chaque fois comment le travail se fait, qui intervient, et pourquoi souvent ce travail prend du temps, et que parfois il ne peut aboutir. Le représentant de la police nationale complète souvent en rappelant le cadre d'intervention de la police, le cadre nécessaire de la loi. Tout le monde comprend bien par exemple qu'il ne faut pas poursuivre un motard dangereux sous peine de créer un danger encore plus grand, mais quand il précise qu'il y a 17 motos stockées au garage du commissariat en attente d'enlèvement, cela confirme à tous l'importance du travail réalisé.

Sur un sujet difficile comme l'insécurité, mais aussi sur des sujets variés comme le moustique tigre, les rats, les encombrants ou l'arrivée de la fibre, les assemblées permettent de mettre sur la table les sujets d'une manière sérieuse, argumentée, et beaucoup de citoyens apprécient.

Dans deux assemblées, le dossier de la rénovation urbaine a fait polémique. Une petite équipe s'était fortement mobilisée autour d'objectifs très polémiques, dénonçant une "rue contre la sécurité de nos enfants", une "rénovation urbaine faite sans concertation" A Jean Moulin, cela n'a pas empêché un vrai débat, malgré le choix volontaire de faire venir les familles avec beaucoup d'enfants, ce qui a rendu nécessaire de gérer quasiment une garderie, une maman protestant d'ailleurs en cherchant les mères qui laissaient leurs enfants semer la pagaille. Mais le débat a eu lieu, y compris avec un groupe de locataires très mécontents de leur bailleur. Beaucoup des habitants qui étaient venus inquiets se sont dits finalement qu'il y avait du positif dans cette rénovation urbaine, et qu'il faudrait s'y

intéresser. C'est d'ailleurs la conclusion des élus, tout le travail jusqu'à aujourd'hui était destiné à obtenir de l'argent de l'état pour nos quartiers. La concertation va commencer, projet par projet.

A Léo Lagrange, le débat a été plus difficile tellement 2 ou 3 personnes se sont cru légitimes à interrompre à tout moment, tentant d'empêcher les élus de s'exprimer, même quand ils tentaient de le faire le plus calmement possible. Sur le fonds, le débat sur la rénovation urbaine n'a pas vraiment eu lieu dans ces conditions. Cependant, après l'assemblée, j'ai discuté avec plusieurs habitants concernés qui avaient des questions à poser sur l'agenda de décision, les conditions de relogement et n'avait pas pu les poser dans ces conditions. Le dialogue a continué en petits groupes.

Il y a deux enjeux de la rénovation urbaine que la concertation devra faire connaître beaucoup plus largement aux habitants.

[-] D'abord la nécessité de transformer nos quartiers, de rénover, repenser les circulations, les espaces extérieurs. On ne peut pas rester dans cet urbanisme des parkings. Beaucoup d'habitants veulent quitter les tours non pas pour leurs logements, qui sont le plus souvent appréciés, surtout s'ils sont rénovés, mais pour les espaces extérieurs qui ne donnent pas confiance, dans lesquels la voiture est reine.

[-] Ensuite l'enjeu des démolitions de logements, de leurs raisons et des conditions de relogement comme de reconstruction. Certains disent qu'on ne peut pas détruire des logements alors qu'on en manque. Ce serait vrai si on ne les reconstruisait pas, et bizarrement, les mêmes ne parlent pas des ventes de logements sociaux engagés par le gouvernement ! D'ailleurs, que diraient-ils à Marseille avec ces milliers de logements insalubres qui jouent le rôle de logement social, mais qu'il faudra bien pourtant détruire et... reconstruire. Le vrai problème, à Marseille comme à Lyon, est de savoir où on peut reconstruire ces logements ! La ville demande une dérogation pour avoir le droit de les reconstruire à Vénissieux pour répondre aux souhaits d'une majorité de locataires. Mais l'état et la métropole le lui interdit. Ceux qui veulent vraiment défendre le logement social ferait mieux de mener cette bataille !

[-] Enfin l'enjeu du relogement. Certains disent justement que les constructions neuves sont le plus souvent trop chères pour les revenus de beaucoup d'habitant des minuettes. Ils ont raison et c'est une bataille que la ville veut mener pour obtenir des logements sociaux aux mêmes niveaux de loyers que les actuels. Les conditions de relogement prévoit d'ailleurs de garantir aux locataires des relogements au même taux d'effort, mais cela ne sera pas possible le plus souvent dans des logements neufs.

En conclusion, je suis fier de faire partie d'une équipe d'élus autour de Michèle Picard qui accepte la confrontation directe avec les habitants, au risque de la polémique et de la provocation, mais toujours en gagnant cette relation directe qui peut seule reconstruire un lien politique, citoyen, démocratique.

L'avenir de la démocratie se joue dans cette démocratie de proximité que permettent les communes. C'est sans doute pourquoi tous les gouvernements successifs s'acharnent à réduire les moyens et les droits des communes. C'est pourquoi les citoyens doivent défendre leurs communes, ses droits et ses moyens !

[1] la métropole par contre n'est pas présente, ce qui reste un vrai sujet de discussion...